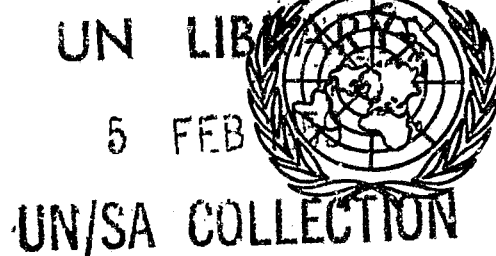


NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.946  
4 février 1959

FRANCAIS

Vingt-troisième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA NEUF CENT QUARANTE-SIXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le mercredi 4 février 1959, à 10 h. 30.

Président :

M. DORSINVILLE

(Haïti)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika :

- a) Rapport annuel de l'Autorité administrante pour l'année 1957  
(T/1405, 1425, 1428, 1429 et 1432; T/L.890) [point 4 a) de l'ordre  
du jour]
- b) Pétitions soulevant des questions d'intérêt général  
(T/PET.2/L.10/Add.1 et L.11) [point 5 de l'ordre du jour] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié, portant le symbole T/SR.946. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

59-02771

(43 p.)

## POINTS 4 a) ET 5 DE L'ORDRE DU JOUR

## EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA :

- a) RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE POUR L'ANNEE 1957 (T/1405, 1425, 1428, 1429 et 1432; T/L.890)
- b) PETITIONS SOULEVANT DES QUESTIONS D'INTERET GENERAL (T/PET.2/L.10/Add.1 et L.11)

Sur l'invitation du Président, M. Fletcher-Cooke, Représentant spécial du Territoire sous tutelle du Tanganyika sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

Progrès économique (suite)

M. VITELLI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je me bornerai à quelques questions, la première relative à la balance commerciale. Le trait saillant de la balance commerciale, au Tanganyika, pour autant qu'il s'agisse des exportations, est une augmentation sensible en volume, comme il ressort des documents soumis. Cependant, à la suite du fléchissement des cours mondiaux, l'accroissement en valeur des exportations est relativement faible. Les importations, d'autre part, ont très nettement diminué. Je voudrais demander au Représentant spécial si cette diminution des importations correspond à un accroissement de la production intérieure ou si elle a entraîné une diminution de la consommation nationale de cotonnades, de tissus de rayonne à la pièce, de métaux et d'articles métalliques, d'articles d'équipement industriel, commercial et électrique, de vêtements et de chaussures.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : On constate actuellement au Tanganyika un essor modeste mais soutenu des industries secondaires. J'ajoute que, dans l'ensemble, la plupart des industries auxquelles je songe sont encore au stade de la construction ou des plans; les décisions de création ont été prises mais la production n'a pas commencé. La réduction des importations n'a donc pas été compensée, tout au moins pas pleinement compensée, par la production nationale.

Il faut cependant tenir compte d'autres éléments, l'un étant que les grossistes et les détaillants détiennent des stocks considérables, notamment pour ce qui est des textiles et des étoffes en pièce. Il s'ensuit que la diminution des importations, qui apparaît pour les neuf premiers mois de 1958,

M. Fletcher-Cooke (Représentant  
spécial)

ne traduit pas une diminution correspondante de la consommation de ces biens; elle correspond simplement à l'utilisation de stocks précédemment accumulés; cette accumulation de stocks remonte à la période de la guerre de Corée. Les stocks ont été graduellement utilisés, à plus forte raison lorsque le bruit a couru que les droits de douane frappant les importations allaient probablement être augmentés, ce qui a été effectivement le cas.

Même en tenant compte de ces deux éléments - je veux dire une modeste part de production locale, non pour les tissus à la pièce mais peut-être pour d'autres articles, et l'utilisation progressive des stocks - il est juste de dire que l'essentiel de la différence constatée provient d'un fléchissement de la consommation dans le Territoire, ce qui est l'un des résultats d'une certaine chute des prix pour les produits de base, notamment pour les produits cultivés et vendus par les Africains eux-mêmes, plus particulièrement le café et le coton. Dans la mesure où les gens reçoivent moins d'argent pour des quantités accrues de tels produits exportés, on conçoit qu'ils restreignent d'autant leurs besoins en biens de consommation, notamment en tissus à la pièce.

M. VITELLI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Dans l'Economist de Londres, du 27 décembre dernier, sous le titre "Charts for Every Occasion", on lit :

"Sir Arthur Bowley, ce pionnier de la pratique statistique moderne, avait coutume de mettre ses étudiants en garde contre les pièges de la corrélation. Il avait trouvé un lien parfait entre l'importation de bananes au Royaume-Uni et les mariages dans les églises non-conformistes; il doutait toutefois qu'il y eût entre les deux une relation quelconque de cause à effet. Bananes et mariages religieux ne figurent pas au Monthly Digest of Statistics; mais ce recueil unique en son genre note une corrélation non moins frappante entre la production d'électricité et les naissances. L'une et les autres vont croissant."

Cette citation à seule fin de montrer que nous sommes tous conscients des pièges de la corrélation. Ceci dit, j'ajoute que l'un des très intéressants graphiques soumis au Conseil par l'Autorité administrante concerne la tendance de la circulation monétaire. Cette information est particulièrement bienvenue.

Je voudrais demander au Représentant spécial si son Administration dispose d'un graphique montrant la tendance des prix et s'il ne pense pas qu'une comparaison - j'évite à dessein le mot "corrélation" - entre les deux permettrait de mieux comprendre la situation monétaire au Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
Je ne sais pas si nous disposons au Tanganyika (en tout cas pas à New-York) d'un graphique montrant le mouvement des prix. Je suppose que le représentant de l'Italie songe essentiellement aux prix des importations, plus particulièrement aux prix de détail. Nous verrons s'il nous est possible de fournir un graphique de ce genre l'an prochain.

Sur le point précis soulevé, je ferai deux commentaires. Nous disposons actuellement de certains indices du coût de la vie. Je ne sais si leur degré de précision satisferait Sir Arthur Bowley; ils représentent le mieux que nous puissions faire. Ils indiquent que le coût de la vie, d'une façon générale, a monté. Ils montrent aussi qu'au cours de l'an dernier il y a eu des augmentations de salaire dans un grand nombre de secteurs, au Tanganyika, notamment dans l'industrie du sisal qui emploie environ 130.000 Africains, soit à peu près le tiers des Africains salariés du Territoire. Je fais cette double observation à seule fin d'illustrer que, d'une manière générale, le niveau des salaires et des prix tend à augmenter. Dans la mesure où nous parviendrons à le faire ressortir dans un graphique, pour le communiquer au Conseil l'an prochain, nous ne manquerons pas de tenir compte de la suggestion du représentant de l'Italie.

M. VITELLI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial pour cette réponse et je passe à ma question suivante.

Le Représentant spécial a porté à la connaissance du Conseil qu'il s'était produit une augmentation sensible du nombre de prêts accordés par la Land Bank, par l'African Productivity Loan Fund, par le Local Development Loan Fund et par l'Urban Housing Loan Fund. A mon avis, ceci est l'indice d'une vie économique saine, qui est de bon augure pour le développement de la productivité africaine et, d'une manière générale, pour le développement économique du Territoire.

Le Représentant spécial a indiqué le nombre de prêts en cours au 31 décembre 1958, par opposition au nombre de ces prêts au même jour en 1957. Afin de se faire une image plus exacte de la situation, je voudrais le prier de nous indiquer, si possible, le montant des fonds investis dans ces opérations.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A la fin de 1958, l'African Productivity Loan Fund avait en cours un total de prêts s'élevant à 1.800.000 shillings ( il s'agit de shillings d'Afrique orientale). Pour le Local Development Loan Fund, le chiffre correspondant était de 1.242.000 shillings. Pour les deux banques, le montant total des prêts était d'environ 3.116.000 shillings. Pour le Urban Housing Loan Fund, le chiffre à la même date était de 4.500.000 shillings. Quant à la Land Bank, je ne peux pas donner immédiatement le chiffre; mais je compte le fournir au Conseil un peu plus tard.

M. VITELLI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial pour les chiffres qu'il vient de donner au Conseil.

Je voudrais encore demander une précision au Représentant spécial; il ne s'agit pas en réalité d'une question. J'ai lu dans un document - je ne me souviens pas exactement où et je parle de mémoire - que de nombreux nationalistes africains, tout en gardant une attitude prudente à l'égard de tout ce qui peut sembler une exploitation capitaliste, comprennent l'utilité des capitaux privés; ils savent que ces capitaux ne peuvent être attirés que si on leur offre des conditions favorables, des possibilités d'être investis avec l'assurance d'un bénéfice et une garantie contre toute expropriation. Le Représentant spécial pense-t-il que ceci s'applique aussi à la population du Tanganyika et dans quelle mesure?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Ici encore, il importe d'établir une distinction entre les dirigeants responsables au Tanganyika et les éléments moins évolués et moins éduqués qui vivent dans les régions les plus reculées. Au cours des discussions sur les dispositions prises par le gouvernement pour acquérir la moitié des actions de la Compagnie diamantaire Williamson, M. Nyerere a prononcé un discours, qui a été reproduit dans le Hansard et dans lequel, s'adressant non seulement aux membres du Conseil législatif mais également à l'auditoire plus large qui lirait par la suite ce discours, M. Nyerere recommandait aux habitants du Tanganyika de créer et de maintenir des conditions telles que les capitaux privés étrangers d'outre-mer soient attirés au Tanganyika. Car, expliquait M. Nyerere, sans un afflux constant de ces capitaux privés, il serait impossible au peuple du Tanganyika d'obtenir, en puisant à ses seules ressources, les recettes indispensables à l'entretien des services sociaux dont ce peuple a un besoin si urgent. A mes yeux, tandis que, sans aucun doute, l'opinion des Africains responsables est fermement convaincue de la nécessité de créer cette atmosphère, il y a, d'autre part, dans les régions écartées, des populations qui connaissent moins bien les principes fondamentaux du développement économique et dont le premier mouvement n'aurait certainement pas pour résultat d'encourager l'investissement de capitaux privés étrangers.

M. VITELLI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Une dernière question : découlant de ce que je viens de demander et de ce que le Représentant spécial a parfaitement illustré, je voudrais le prier de m'indiquer le chiffre global des investissements privés effectués au Territoire au cours de l'année 1958.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je doute qu'il existe un chiffre à cet égard. Comme je l'ai déjà indiqué, la plupart des statistiques relatives au Tanganyika doivent être extraites des statistiques générales pour l'Afrique orientale; en effet, le centre naturel du commerce de l'Afrique orientale n'est pas au Tanganyika; nombreuses sont les grosses entreprises, les banques, les compagnies de transport, etc., dont le siège se trouve hors du Tanganyika. Il y a là un phénomène sur lequel le gouvernement ne peut exercer aucun contrôle spécial; c'est à l'entreprise même qu'il

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

appartient de décider comment elle entend organiser son travail. Il s'ensuit qu'il est extrêmement difficile, à la fois au point de vue du commerce et des placements de capitaux - et plus spécialement à ce dernier point de vue - d'obtenir des chiffres spéciaux pour le Tanganyika.

Du reste, cette question a déjà été posée au Conseil de tutelle. A ma connaissance, non seulement ces chiffres ne peuvent pas être fournis, mais il est extrêmement difficile de les déterminer. Néanmoins, nous avons l'intention de discuter cette question, ainsi que les questions connexes, avec la Mission de la Banque internationale qui, nous l'espérons, pourra nous aider à établir des statistiques se rapportant spécialement au Tanganyika.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Ainsi, s'il est possible de fournir ces chiffres pour l'année prochaine, nous le ferons, mais je dois formuler des réserves, car je ne suis pas certain que cela sera faisable. Peut-être, en effet, ne pourrions-nous donner, par exemple, une indication du volume des investissements particuliers au Tanganyika pendant une année précise.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma première question, dans le domaine économique, porte sur les recettes provenant des impôts directs et indirects. J'attire à ce propos l'attention du Représentant spécial sur la page 112 du rapport annuel. Au tableau A c), nous trouvons une comparaison entre le revenu tiré des impôts directs et celui des impôts indirects pour les années 1956-57 et 1957-58. Nous constatons une augmentation du revenu afférent à l'impôt sur le revenu, ainsi qu'une augmentation de l'impôt personnel. Nous avons noté que par le passé l'Autorité administrante a eu pour politique de compenser une diminution afférente au revenu ou à l'impôt sur le revenu en majorant l'impôt personnel. Mais pour 1957-58, nous constatons une augmentation considérable tant des recettes afférentes à l'impôt sur le revenu que de l'impôt personnel. Je voudrais avoir quelques précisions sur ce point.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans l'ensemble, les Africains en tant que classe - et il y en a 8.750.000 - ne paient pas d'impôt sur le revenu. Quelques-uns d'entre eux sont tenus de le verser mais, tout en constituant la communauté la plus nombreuse du Tanganyika, ils ne sont pas compris dans le réseau de l'impôt sur le revenu. En tant que versement normal de l'impôt direct, ils paient un impôt personnel. Toutefois, les communautés d'immigrants, dont la plupart sont imposables au titre de l'impôt sur le revenu, ne paient pas seulement cet impôt mais également, en plus, l'impôt personnel et d'autres impôts tels que l'impôt de scolarité, qui ne frappe pas les Africains.

J'ajouterai à cela qu'en 1958 les contributions indirectes ont été majorées sous forme de droits de douane accrus, mesure qui a pris effet le 1er juillet 1958 et qui s'accompagnait d'une augmentation des impôts sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu.



U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je passe aux contributions indirectes. Nous voyons que les droits d'importation sont passés de 4.999.000 livres à 7.700.000 livres, alors que les droits d'exportation ont diminué, passant de 24.000 à 20.000 livres. Il semble donc que le Territoire importe davantage de biens d'équipement et de consommation et exporte moins de produits locaux. Je suis tout à fait d'accord avec le Représentant spécial qui a déclaré, dans son discours liminaire, que dans un Territoire en plein développement comme le Tanganyika, il vaudrait mieux que le déficit de la balance commerciale soit "contre" le Tanganyika car, sans balance défavorable, il ne pourrait y avoir d'importations de biens d'équipement si nécessaires actuellement au développement du Territoire. C'est là une maxime économique indéniable; les Territoires sous-développés ont besoin d'un plus grand volume d'importations - surtout en ce qui concerne les biens d'équipement - que d'exportations. Pourtant, une différence aussi considérable dans la balance commerciale, de l'ordre de 1 à 300, si l'on fonde ses observations sur les chiffres afférents aux importations et à l'exportation, dépasse l'entendement. Je me demande si le Représentant spécial peut nous expliquer ce manque d'équilibre dans la balance commerciale du Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Peut-être en effet y a-t-il malentendu. Si j'ai bien compris, le représentant de la Birmanie a attiré mon attention sur les chiffres de la page 112 du rapport de 1957, dans la mesure où ils s'appliquent à ce que le Gouvernement a tiré des droits d'importation et d'exportation. Il en a déduit la proportion entre les importations et les exportations. En fait toutefois, je crois que c'est là une conclusion erronée car, de façon générale, le Gouvernement du Tanganyika a pour principe d'éviter les droits d'exportation. Ceux-ci, en fait, depuis des années, subissent une réduction progressive, et les chiffres les plus récents, qui correspondent aux prévisions pour 1958-59, montrent que les recettes envisagées provenant des droits d'exportation sont de 6.770.000 livres pour les importations et, pour les droits d'exportation qui, entre parenthèses, sont surtout limités à deux produits, la cire d'abeille et les cuirs et peaux, ce chiffre est de 25.000. Autrement dit, la politique du Gouvernement n'a jamais été et n'est certainement pas d'imposer des droits d'exportation sur les produits majeurs d'exportation qui sont, les membres du Conseil le savent, le sisal, le café, le coton, etc.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Je ne sais pas pourquoi nous avons ce reliquat de droits d'exportation sur ces deux petites rubriques douanières, cire d'abeille, cuirs et peaux, mais le principe consiste à ne pas faire payer de droits d'exportation et ces deux cas ne sont que deux vestiges historiques. Ils ont subsisté, probablement, parce que les cuirs et peaux, par exemple, sont produits en grande partie par des tribus nomades qui, autrement, paieraient fort peu de chose au titre de l'impôt. Il en est de même d'ailleurs pour la cire d'abeille. Ceux qui vont recueillir la cire dans les forêts et les apiculteurs qui la récoltent sont souvent, eux aussi, des nomades, et de toute façon représentent un type très rural de population. Dans ces conditions, contrairement aux Africains occupés à produire du coton et du café sur une grande échelle, ces membres de la communauté, bien qu'en très petit nombre, échapperaient complètement à l'imposition s'ils ne versaient des droits d'exportation. C'est d'ailleurs un montant négligeable qui n'indique nullement le rapport entre l'importation et l'exportation.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant poser au Représentant spécial une question sur les recettes provenant des licences commerciales. Nous savons que le revenu indirect des licences commerciales est passé de 106.000 à 100.000 livres. Ces chiffres figurent à la page 112 du rapport annuel. Le Représentant spécial peut-il nous dire si la diminution de recettes de cette catégorie de contribution indirecte est due à un ralentissement des affaires, à une diminution du nombre de licences demandées ou à un plus grand nombre de licences refusées?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Aucune de ces raisons n'est la bonne et la véritable cause est toute différente. Lorsque les autorités locales seront établies, surtout les autorités urbaines telles que les conseils municipaux, elles reprendront et reprennent déjà toutes les opérations afférentes à l'établissement des licences commerciales et le montant des recettes qui autrefois revenaient au gouvernement se trouve diminué d'autant, puisque ces sommes figurent au budget des autorités locales et n'apparaissent plus dans les recettes afférentes au Territoire. En fait, le nombre de licences commerciales établies doit avoir sensiblement augmenté depuis l'exercice 1956-1957 ou même depuis l'exercice 1957-1958 alors que l'évaluation de revenu provenant de cette source de recettes et allant au gouvernement figure dans les estimations de 1958-1959 au même niveau de 100.000 livres. L'accroissement du revenu provenant du nombre plus grand de licences commerciales va à ces autorités locales qui sont toujours plus nombreuses. J'ai déjà parlé de la création de conseils municipaux, etc.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial se souviendra peut-être qu'à la 21ème session du Conseil, le représentant de la Birmanie avait demandé des renseignements au sujet de la dette privée qui, d'après l'Autorité administrante, ne constituait pas un problème sérieux au Tanganyika. Répondant à une question, le Représentant spécial avait déclaré que les dispositions de la loi restreignant l'octroi aux habitants autochtones de crédits par les non-autochtones, et que l'on avait jugé discriminatoires, demeureraient en vigueur bien que le Gouvernement du Tanganyika estimait que la loi devrait être abrogée.

U Thant (Birmanie)

Au paragraphe 139, page 28, du rapport annuel, nous lisons qu'un projet de loi tendant à abroger cette loi et qui est intitulé "Ordonnance sur les restrictions au crédit aux autochtones" a été présenté en 1957 au Conseil législatif, mais retiré à la demande des membres africains du Conseil pour consultations avec les autorités indigènes et la population.

Je voudrais demander au Représentant spécial s'il a été procédé à des consultations en 1958 et si le Conseil législatif qui s'est réuni à l'issue des élections de septembre 1958 a eu à connaître de ce projet de loi tendant à abroger l'ordonnance antérieure.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois avoir déjà répondu à cette question dans ma déclaration liminaire. J'ai alors indiqué que de nouvelles discussions avaient eu lieu d'où il ressortait que de sérieuses divergences s'étaient manifestées dans l'opinion africaine. Dans certaines parties du pays, on avait sans réserve approuvé la proposition tendant à abroger la loi, tandis que dans d'autres parties du pays une opposition absolue s'était manifestée, la population craignant que l'abrogation de la loi initiale provoque un endettement plus poussé des Africains à l'égard des non-Africains.

Comme je l'ai résumé dans ma déclaration initiale, la loi demeure, mais il est permis d'espérer qu'après le deuxième tour de scrutin qui aura lieu cette semaine, l'opinion africaine se manifesterait plus clairement. En résumé, les consultations se sont poursuivies, mais il ne s'en est rien dégagé de ferme ni de précis. Il nous faut donc attendre que le deuxième tour des élections ait eu lieu, c'est-à-dire que tous les membres représentants soient élus, et je suis certain qu'à ce moment-là, si les consultations montrent que le projet de loi bénéficie de l'appui des membres représentants et des membres élus, il sera introduit à nouveau. Si, par contre, il semble qu'il y ait opposition, il n'est guère probable que le gouvernement dépose ce projet de loi. Mais l'étape suivante consistera en des consultations avec les membres représentants pour connaître leur réaction.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant poser une question concernant les produits et ressources alimentaires. Il ressort du rapport annuel qu'en 1956 les denrées alimentaires étaient en quantités suffisantes pour pourvoir aux besoins de 1957 et qu'à l'exception du blé et du sucre la production locale répondait aux nécessités, bien que de graves inondations dans les régions de culture du riz et le temps défavorable en d'autres parties du pays aient réduit le surplus vendable à la moitié des quantités de 1955.

Je voudrais demander au Représentant spécial si, compte tenu de l'utilité d'augmenter les excédents à vendre, le Gouvernement du Tanganyika avait élaboré des plans destinés à prévenir ou à réduire les graves inondations qui, dans le Territoire et en particulier dans la région de production du riz, semblent être un événement annuel.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ma réponse est affirmative. Il existe toute une série de plans et de projets en vue de la lutte contre les inondations dans les diverses parties du pays y compris les régions rizicoles, mais la mesure dans laquelle il est possible de mettre en oeuvre ces plans d'année en année dépend bien entendu des ressources en capital. Le processus est relativement lent. Toutefois, des progrès considérables ont été faits dans la lutte contre les inondations, notamment dans la Province centrale où des sommes considérables ont été consacrées à cette entreprise. C'est là un processus constant. Les plans ont été élaborés, nous disposons également du personnel, mais ce qui manque le plus souvent ce sont les capitaux qui permettraient de financer l'infrastructure.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante a trait à la terre et à l'agriculture. Au paragraphe 168, page 33, du rapport annuel, nous lisons qu'en 1957 un petit amendement a été apporté à l'ordonnance sur les terres pour permettre au Gouverneur d'accorder des terres domaniales en pleine propriété en échange de terres en pleine propriété qui lui seraient remises.

L'idée me semble être d'assurer ou de protéger les droits des autochtones du Tanganyika sur la terre et les fruits de celle-ci.

U Thant (Birmanie)

Une autre initiative excellente a été menée à bien par l'Autorité administrante qui, en 1957, a terminé l'examen de la politique générale à propos de terres occupées par des Africains en vertu des lois et coutumes autochtones.

Nous lisons également dans le rapport qu'une proposition tendant à instaurer une politique nouvelle a été remise au Secrétaire d'Etat. Me fondant sur ces renseignements, je voudrais poser au Représentant spécial les questions suivantes :

1) l'ordonnance foncière a-t-elle été pleinement discutée au Conseil législatif avant que l'amendement n'y ait été apporté? 2) Le Représentant spécial peut-il me dire quelles étaient les propositions faites en vue d'une politique nouvelle? Ces propositions ont-elles suivi de près les recommandations générales du rapport du Commissaire royal pour l'Afrique orientale?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

En ce qui concerne la première partie de la question posée par le représentant de la Birmanie, je suis en mesure de répondre que l'Administration britannique au Tanganyika n'a jamais eu pour principe d'émettre des titres en pleine propriété pour en faire bénéficier quiconque. Lorsque la Grande-Bretagne a été chargée de l'administration du Tanganyika, à la fin de la première guerre mondiale, les autorités britanniques se sont trouvées en face d'une superficie totale d'un demi-million d'acres environ - je cite de mémoire, mais le chiffre exact a été donné précédemment - qui avait été aliénée en pleine propriété par les Allemands. Au cours des trente ou quarante dernières années, on a jugé opportun à diverses reprises de récupérer une partie de ces terres à des fins publiques. Le gouvernement, par exemple, a utilisé certaines terres pour payer un centre de recherche, élargir une route ou exécuter des travaux d'intérêt public. Afin d'éviter des dépenses considérables, on a estimé que le meilleur moyen d'acquérir ces terres serait de donner d'autres terres à titre d'échange, dans des régions où le terrain fait moins défaut. Il est évident que les détenteurs d'un titre de pleine propriété hésiteraient beaucoup à donner une parcelle contre une autre parcelle assortie d'un bail de quatre-vingt-dix ans, ce qui est le maximum que l'on peut accorder selon les lois de l'aliénation. C'est pourquoi le gouvernement a jugé nécessaire de proposer un petit amendement à l'ordonnance sur les terres. Cet amendement a fait l'objet d'une discussion complète et n'a soulevé aucune opposition. Il existe d'ailleurs une garantie totale du fait que cette opération n'a lieu qu'à des fins d'échange et ne concerne que des parcelles déjà aliénées en pleine propriété. Je répète que la superficie totale des terres aliénées en pleine propriété a été héritée de l'administration précédente.

En ce qui concerne la question suivante, je puis dire que la proposition suit, dans les grandes lignes, les recommandations de la Commission royale, que l'on peut trouver dans un Livre blanc du gouvernement, publié en 1958. Si le Secrétariat ne possède pas d'exemplaires de ce livre, nous pourrions lui en fournir quelques-uns, de sorte que le représentant de la Birmanie pourra consulter cet ouvrage.

M. Fletcher-Cooke  
(Représentant spécial)

Ainsi que je l'ai dit dans mon exposé liminaire, nous ne sommes pas allés très loin dans cette voie en raison des réactions diverses de la population africaine quant à l'opportunité ou à l'inopportunité d'introduire un système de propriété foncière individuelle.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : A la page 43 du rapport annuel, au paragraphe 225, il est question de l'octroi de terrains, à Dar es-Salam, à deux industries importantes, à savoir une fabrique de cigarettes et une fabrique de chaussures. Le Représentant spécial pourrait-il me dire : premièrement, quelle est la superficie des terrain qui a été octroyée à chacune de ces compagnies? Deuxièmement, si des indemnités à titre de compensation ont été payées aux occupants des terres ainsi aliénées, et dans l'affirmative, quel a été le montant de ces compensations, si les chiffres sont disponibles? Troisièmement, quel est le nom de ces deux compagnies et si les autochtones ont la possibilité d'acheter des actions de ces compagnies?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crains de ne pouvoir donner au représentant de la Birmanie les chiffres concernant la superficie de ces terrains, mais je les ai vus moi-même et je puis indiquer qu'il ne s'agit pas de surfaces considérables. Les parcelles accordées ne dépassent pas la superficie nécessaire pour l'établissement de ce genre de fabriques et il doit s'agir de quelques acres au maximum.

En ce qui concerne le problème de l'indemnisation, je crois savoir que la presque totalité - pour ne pas dire la totalité - de ces terrains appartenait à la catégorie des terres domaniales. Ils n'avaient donc aucun occupant, car ces parcelles sont situées dans la zone dite "industrielle" de Dar es-Salam, qui a été réservée, il y a quelque temps déjà, pour le développement industriel. Mais il est certain que si quelqu'un a pu faire la preuve d'un droit sur ces terres, il aura été indemnisé. Je ne crois pas que la question se soit posée.

Pour répondre enfin à la troisième question du représentant de la Birmanie, j'indique qu'il s'agit de la Bata Shoe Company et de la British American Tobacco Company. Ce sont de grandes sociétés publiques qui vendent leurs actions sur



M. Fletcher-Cooke.  
(Représentant spécial)

la place. Tout le monde peut acheter ces actions et, à ma connaissance, aucune disposition spéciale n'a été prise dans ce domaine.

U. THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante porte sur les encouragements à l'industrialisation. A la page 43 du rapport, au paragraphe 227, l'Autorité administrante déclare que l'investissement de capitaux étrangers est encouragé et que, dans certains cas particuliers - par exemple pour l'industrie de la viande - le gouvernement est directement intéressé financièrement. Ma délégation en conclut que la politique générale en matière d'industrialisation ne s'est pas modifiée, c'est-à-dire que la participation directe au développement industriel du Territoire fait partie de la politique actuelle et que, pour l'industrie de la viande, le gouvernement du Tanganyika continue d'associer les autochtones à la gestion des usines. Cette interprétation est-elle exacte?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'interprétation du représentant de la Birmanie n'est pas absolument exacte. En fait, la situation se présente ainsi : l'entreprise dont il s'agit ici - la Tanganyika Packers Co. - a été encouragée par le gouvernement qui lui a accordé certaines facilités, allant jusqu'à fournir la moitié du capital afin d'assurer l'écoulement du bétail provenant de régions éloignées du Tanganyika. Si cet encouragement n'avait pas été donné à l'entreprise, il est probable qu'elle n'aurait pas été disposée à créer cette société de conserves. Le principe général peut se résumer ainsi : chaque fois que l'on peut convaincre une industrie de s'établir au Tanganyika, sans aide directe du gouvernement, celui-ci - à condition que l'entreprise serve les intérêts de la communauté - apporte son encouragement, mais ne participe pas financièrement aux opérations.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Il y a toutefois divers autres moyens par lesquels le gouvernement agit de façon plus directe. Par exemple, le gouvernement a participé, à raison de 50 pour 100 du capital, à la création et à la nouvelle gestion des Williamson Diamonds Limited. J'en ai déjà parlé. Il en est de même pour le nouvel hôtel projeté à Dar es-Salam, qui vient de commencer à fonctionner; le gouvernement a estimé que cet hôtel avait sa raison d'être. On a essayé, sans grande chance de succès, de le construire sans avoir recours à l'aide directe du gouvernement; bien que le gouvernement ne fournisse pas de capital, il a néanmoins donné une garantie à ceux qui ont avancé les capitaux et aux constructeurs.

Par des moyens comme ceux-là, le gouvernement prend une garantie lorsqu'il désire encourager l'investissement de fonds particuliers dans l'intérêt de la population, alors que ces entreprises ne pourraient être créées autrement.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante porte sur la planification de zones industrielles dans les principaux centres habités du Territoire. Au paragraphe 227 du rapport, on nous dit que, dans l'exercice financier 1957-1958, on a prévu 15.000 livres - je pense qu'il s'agit plutôt de dollars - pour le développement de centres industriels et que des mesures sont prises pour l'établissement de centres de services industriels dans certaines villes importantes, afin d'être mis à la disposition des industriels en vue d'un développement immédiat. Des mesures ainsi prises, nous devons supposer que l'Autorité administrante a offert des conditions favorables aux industriels pour les encourager à venir s'installer au Tanganyika et que, dans certaines catégories d'industries, le gouvernement ne s'intéresse pas à une participation directe. Je voudrais poser au Représentant spécial les questions suivantes :

1. Avant que le gouvernement n'ait décidé de prendre des dispositions, c'est-à-dire d'offrir 15.000 dollars pour le développement de centres industriels, le Conseil législatif a-t-il été consulté?
2. Le Représentant spécial peut-il nous donner les noms des villes principales où des centres industriels seront établis?
3. Quelles catégories d'industries seront développées?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Tout d'abord, il s'agit bien de 15.000 livres, et non pas de 15.000 dollars. Cette somme étant fournie par le gouvernement à des fins particulières, elle n'a pu être mise à la disposition des intéressés qu'à la suite d'un débat au Conseil législatif. Autrement dit, cela fait partie du budget et les ministres responsables ont dû donner toutes explications et indiquer quel usage sera fait de cette somme. Il appartient, dans ces cas-là, aux membres du Conseil législatif, de poser des questions; les crédits ne sont pas votés à moins que la majorité du Conseil législatif ne donne son accord, et je crois que dans le cas en question l'accord a été unanime.

En réponse à la seconde question, je peux dire qu'à ma connaissance, les trois villes où des zones industrielles sont, à l'heure actuelle, spécialement établies, sont Dar es-Salam, Tanga et Mwanza.

Il y a certainement des zones industrielles dans d'autres villes, mais c'est dans les trois villes que je viens de nommer que l'on s'est le plus intéressé au développement industriel. Il y a des plans d'urbanisme qui s'appliquent à la plupart des villes et qui tiennent compte de ce développement des centres industriels.

Enfin, les industries que le gouvernement espère attirer dans ces zones représentent toute une gamme d'industries secondaires. Nous en avons déjà cité deux : une fabrique de chaussures, une fabrique de cigarettes; il y a en outre des fabriques de meubles, des savonneries, des usines destinées à travailler les cuirs et les peaux. Nous avons également à l'étude des propositions d'établissement de fabriques de textiles pour lesquelles des licences ont été établies; elles font encore l'objet, à l'heure actuelle, de discussions entre les auteurs de ces propositions et le gouvernement, mais les premières formalités ont été accomplies. D'une façon générale, il s'agit d'industries secondaires de ce genre.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : J'ai encore une question à poser dans le domaine économique. Elle porte sur l'un des aspects les plus importants du régime de tutelle : il s'agit de la protection économique. Il n'y a pas eu, me semble-t-il, de changements à ce sujet dans la politique de l'Autorité administrante. En fait, le rapport annuel reprend mot pour mot,

U Thant (Birmanie)

à la page 32, paragraphes 162 et 163, les deux paragraphes qui figuraient à la page 31 du rapport de 1956, sauf un changement au texte de la troisième ligne du paragraphe 162 du rapport de 1957. Ma délégation pense que ce changement dans le texte laisse entendre un changement de politique en matière d'immigration.

Le rapport de 1956 disait :

"L'immigration est restreinte de façon que le développement économique des habitants ne subisse aucun préjudice." (interprétation de séance)

Le rapport de 1957, en revanche, se lit :

"L'immigration est contrôlée de façon à ne se produire que dans l'intérêt, économique ou autre, de tous les habitants du Territoire". (interprétation de séance)

Le Représentant spécial peut-il nous dire quelle est la portée du changement de texte intervenu entre ces deux paragraphes? La politique en matière d'immigration a-t-elle subi un changement?

M. FLETCHER COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Ainsi que je crois l'avoir hier, en réponse à une question du représentant de la République Arabe Unie, il y a eu en fait un changement fondamental, survenu en 1957, dans notre politique d'immigration, en ce sens que, dans la législation relative à l'immigration en vigueur jusqu'à la fin de 1956, la condition posée à toute immigration était que les activités de tout candidat à l'immigration ne portent pas préjudice aux intérêts des résidents permanents du Territoire. En 1957, on a, de propos délibéré, mis l'accent sur un autre aspect du problème : on exige maintenant que le candidat à l'immigration apporte la preuve, vis-à-vis des autorités, non pas, comme autrefois, que ses activités ne porteront pas préjudice ou ne nuiront pas aux intérêts du Territoire, mais bien plutôt que ses activités apporteront quelque chose de positif au développement du Territoire.

Ce changement de politique a suivi la création, vers la fin de 1956, d'un comité du Conseil législatif chargé spécialement de s'occuper de la législation relative à l'immigration, traitant de ces questions et d'un certain nombre d'autres. Ce changement d'accent fondamental, qui est un changement de politique, a été accepté à l'unanimité.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante porte sur le commerce. Le rapport annuel traite en détail des changements principaux qui se sont manifestés. Nous avons constaté que, pour les denrées alimentaires de base, tant produites sur place qu'importées, l'Autorité administrante a renoncé à son contrôle et a permis la distribution normale des denrées alimentaires. Je voudrais savoir si, avant ce changement, le Conseil législatif a été consulté.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui. Non seulement le Conseil législatif a été consulté, mais le gouvernement a subi de sa part une pression très vive pour que le changement ait lieu. En outre, pour les produits alimentaires principaux qui relèvent de cette catégorie - le sucre et le blé - deux livres exposant la politique du gouvernement ont été publiés en 1958, document No 8 sur le blé; document No 9 sur la politique du sucre. Tous deux ont fait l'objet d'une discussion au Conseil législatif, depuis le premier tour d'élections, l'un en octobre, je crois, l'autre en décembre, sinon tous les deux en décembre. Dans l'un et l'autre cas, la politique du gouvernement a reçu l'approbation du Conseil. Si le représentant de la Birmanie s'intéresse à la question - sur laquelle j'ai donné de brèves indications dans mon introduction - ces documents peuvent être fournis au Secrétariat.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de la Birmanie a posé une série de questions que se proposait de soulever la délégation soviétique; néanmoins il me reste diverses questions à poser au Représentant spécial.

Les différents documents qui nous ont été remis et ce que nous lisons dans la presse nous apprennent que la population autochtone africaine a toujours manifesté - et continue de manifester - une très vive inquiétude à propos des nombreux cas d'aliénation de terres qui ont eu lieu. Cette inquiétude est compréhensible et facilement explicable si l'on tient compte du fait que le Territoire, du point de vue industriel, n'est encore que peu développé et que la très grande majorité de la population se livre à l'agriculture, qui est la seule ressource d'existence. La situation dans le Territoire sous tutelle est telle qu'elle ne peut manquer de provoquer l'inquiétude du Conseil de tutelle car, ainsi que je l'ai dit, des cas d'aliénation de terres continuent de se produire.

M. Kurdyukov (URSS)

Dans le rapport de la Mission de visite, nous trouvons certaines données concrètes sur les cas d'aliénation de terres par des entreprises étrangères et par des hommes d'affaires, aliénation portant sur des terres appartenant à la population autochtone.

Dans les renseignements dont nous disposons, nous n'avons pas trouvé de réponse à diverses questions mettant en cause la législation et la pratique existant à cet égard. A ce propos, nous voudrions savoir s'il y a une loi et des dispositions qui règlent la propriété foncière et l'utilisation des terres par les étrangers.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
Le Conseil se souviendra qu'une bonne partie de notre discussion, au cours de la dernière session, a été consacrée à la question de l'aliénation des terres. A cette occasion, j'ai donné au Conseil des renseignements très détaillés portant sur les trente ou quarante dernières années. Il ne voudra pas, j'en suis certain, que j'y revienne. Je me bornerai à mettre à jour ces données, compte tenu des activités de la dernière année. De même, je suis certain que le représentant de l'Union soviétique me pardonnera si je lui dis qu'il trouvera dans les comptes rendus de la dernière session du Conseil un exposé détaillé, fait par moi-même et par le représentant du Royaume-Uni, de la procédure à suivre lorsqu'il est question d'aliéner des terres.

Je voudrais cependant préciser un point : aucune distinction n'est faite lorsqu'une terre est aliénée - au sens où nous employons ce terme - quant à savoir si l'aliénation est au bénéfice d'un Africain ou d'un étranger. Peut-être pourrais-je m'exprimer plus clairement : le gros de la terre, au Tanganyika, est en propriété régie par la loi et la coutume autochtones et, lorsqu'une terre est destinée à l'aliénation - j'entends par là lorsque le gouvernement parvient à la conclusion, souvent sur requête des habitants, qu'une zone particulière du Territoire devrait être développée par l'aliénation de la terre - la terre est offerte, en quelque sorte, à tout venant et quiconque dispose des capitaux et de l'expérience nécessaires peut présenter une demande d'aliénation en sa faveur, c'est-à-dire aliénation au sens du droit d'occupation pendant quatre vingt-dix-neuf ans. Dans de nombreux cas - j'ai donné les

M. Fletcher-Cooke (Représentant  
spécial)

chiffres exacts en février dernier - ces terres ont été aliénées en faveur d'Africains. Ils détiennent donc ces terres, non pas en vertu de la coutume indigène, mais en vertu d'un bail de quatre vingt-dix-neuf ans, comme pour le reste des terres aliénées au Tanganyika. Avant qu'une terre quelconque soit aliénée en faveur de qui que ce soit, il y a pleine consultation avec les Autorités locales qui doivent donner leur accord pour l'aliénation. Dans certains cas, lorsqu'il s'agit de montants importants, la question doit être examinée par le Sous-Secrétaire d'Etat, à Londres. En tout état de cause, le Gouverneur doit se prononcer avant que l'aliénation ait lieu. Toute cette procédure est prévue par l'ordonnance sur les terres, à laquelle je renvoie le représentant de l'Union soviétique.

M. Fletcher-Cooke  
(Représentant spécial)

En ce qui concerne 1958, ainsi que je l'ai dit dans mon discours d'introduction, la superficie des terres aliénées a été la plus faible depuis 1948 et une partie de ces terres aliénées l'a été en faveur d'Africains ou à des fins publiques.

Je renvoie le représentant de l'Union soviétique au passage de mon discours d'introduction qui traite de l'aliénation des terres.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial des renseignements qu'il m'a donnés. Toutefois, je crois que les réponses qu'il a pu faire dans le passé, à un moment quelconque, ne le dispensent pas de donner des précisions sur les questions que nous pouvons avoir à poser maintenant, et ce d'autant plus que le rapport qui nous a été distribué concerne l'année 1957. Or nous sommes en 1959. La situation se modifie et la législation, sur des points particuliers - notamment sur la question de l'aliénation des terres et leur utilisation - peut, elle aussi, changer. C'est la raison de ma question.

Puis-je demander au Représentant spécial de nous dire s'il existe des dispositions législatives limitant la superficie des terres qui ont été concédées à des sociétés étrangères s'occupant de prospecter les ressources minérales ou se livrant à d'autres activités industrielles ou commerciales?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour autant que je sache, la loi ne prévoit aucune limitation de la superficie des terres aliénées, encore que l'aliénation des terres, lorsqu'il s'agit d'une superficie supérieure à 5.000 acres, doive être soumise au Secrétaire d'Etat. L'aliénation, dans ce cas, ne peut être consentie par le Gouverneur.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ainsi que je l'ai dit il y a un instant, on trouve, dans le rapport de la Mission de visite, des renseignements relatifs à des cas d'aliénation de terres dans le district montagneux de Tanga où des travaux de prospection géologique sont effectués par une société anglo-américaine. Il n'est pas impossible qu'il y ait, en fait, des cas bien plus nombreux d'aliénation de terres qui ne sont pas connus. Il ne s'agit pas seulement de connaître le nombre de ces cas. Indiscutablement, il y a aliénation. Le Représentant spécial peut-il nous dire quelles sont les dispositions législatives qui prévoient une indemnisation des pertes et préjudices subis par les agriculteurs du fait des activités de ces sociétés de prospection géologique et autres?



M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Les mêmes principes s'appliquent, quel que soit l'objet de l'aliénation des terres. Bien entendu, il est peu probable que les terres aient à souffrir d'une prospection géologique, étant donné que celle-ci se fait, en grande partie, par relevé aérien. Dans la mesure où l'on ne procède pas de cette manière et si la terre est occupée, les versements à titre de compensation sont effectués après consultation du commissaire de district et des intéressés.

D'une façon plus générale, s'il est question de ce que j'appellerai une véritable aliénation des terres, c'est-à-dire d'un droit d'occupation pour le locataire - ce qui n'est pas la même chose que le droit de prospection - avant qu'il soit question de terminer les démarches, les fonctionnaires locaux doivent s'assurer si la terre est occupée à ce moment-là. S'il y a occupation, sous forme de cultures annuelles, l'occupant a le droit de faire sa récolte avant l'aliénation des terres. Si des améliorations permanentes ont été apportées à la terre, sous forme de cultures de plus longue durée ou de construction de maisons, il y aura versement d'une indemnité après accord avec les intéressés et les autorités autochtones, afin d'établir le montant raisonnable et juste de cette indemnité, avant qu'il soit question de demander l'évacuation des terres.

Pour placer la question dans sa juste perspective, je voudrais signaler, cependant, que la superficie des terres aliénées actuellement au Tanganyika est de 1,2 pour 100 de la superficie totale. D'autre part, ainsi que je l'ai déjà dit, la superficie de terres aliénées en 1958 a été, au total, de 55.000 acres pour vingt-cinq propriétés.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans le rapport de l'Autorité administrante pour 1957, à la page 139, figurent des renseignements relatifs aux activités des sociétés et entreprises qui s'occupent de l'extraction des divers minerais. Ces données montrent que six sociétés étrangères - surtout anglaises - s'occupent d'extraire les diamants, l'or et autres minerais et assurent les neuf dixièmes du total de la production. Les grosses sociétés occupent plus de 30 pour 100 de l'ensemble des terres où l'on procède à l'extraction de ces minerais ou qui sont réservées à cette extraction pour l'avenir. Les autres sociétés et entreprises, qui

se chiffrent sans doute par centaines - peut-être par milliers - occupent le reste des terres. A cet égard, je voudrais connaître la part des revenus de l'Autorité administrante que représentent, dans le budget du gouvernement, les recettes de ces six entreprises. Je serais très reconnaissant au Représentant spécial de bien vouloir me donner cette précision, s'il s'agit, bien entendu, de renseignements qui peuvent être publiés.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Peut-être y a-t-il un malentendu dans l'esprit du représentant de l'Union soviétique car, à propos du tableau que l'on trouve en haut de la page 138 du rapport annuel, je l'ai entendu parler, dans l'interprétation anglaise, d'agriculture. Or cela n'a rien à avoir avec l'agriculture.

La situation est la suivante. Sur la superficie totale utilisée à des fins d'extraction minière, 63 pour 100 - pas moins - sont détenus par des Africains, environ 34 pour 100 seulement par des Européens et moins de 2 pour 100 par des Asiens. On comprendra donc que les deux tiers environ de ceux qui ont des titres miniers sont des Africains, soit une très grande majorité.

M. Fletcher-Cooke (Représentant  
spécial)

Quant aux compagnies auxquelles fait allusion le représentant de l'URSS, elles contribuent au revenu du Territoire de diverses façons. Elles y contribuent sous forme de redevances; elles y contribuent aussi par les taxes sur les bénéfices. Je regrette de ne pouvoir donner les montants précis payés par chaque compagnie de l'une ou l'autre manière. Mais je peux lui dire que les sommes perçues par le Gouvernement, de la Williamson's Diamonds, par exemple, au titre de redevances et d'impôts, sont de l'ordre de plusieurs millions de livres.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Certaines données et précisions sur le budget du Territoire seraient souhaitables. Le Représentant spécial pourrait-il exposer à grands traits la répartition du revenu du Territoire, en pourcentages, selon qu'il s'agit des impôts perçus des grandes compagnies, des petites entreprises, de la population agricole, des employés et des ouvriers? Encore qu'il soit peut-être malaisé de répondre immédiatement à ma question, j'ai l'impression que le Représentant spécial est en possession des données souhaitées, si j'en juge par les volumineux dossiers qui l'entourent. Particulièrement versé dans les affaires du Tanganyika, le Représentant spécial sera peut-être à même de répondre sans consulter ses dossiers. De toute façon, je lui saurai gré des informations qu'il pourra fournir.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les volumineux dossiers dont je dispose ici ne contiennent en fait aucune information du genre de celle désirée par le représentant soviétique. Mais je me souviens qu'à la dernière réunion du Conseil j'ai indiqué que plus de 60 pour 100 des recettes du Gouvernement du Tanganyika provenaient des 120.000 personnes qui constituent la communauté immigrante. Au cours du débat, j'ai donné une idée de la répartition de ces diverses sources de revenu. Je tenterai de retrouver ces données pour les communiquer au représentant de l'Union soviétique.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'en remercie d'avance le Représentant spécial. Peut-il indiquer s'il existe une différence, en matière de perception des impôts, selon qu'il s'agit d'Africains, de grandes compagnies et de petites entreprises?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Toutes les compagnies sont assujetties aux mêmes impôts sur les sociétés. Il y a une légère différence dans l'assiette de l'impôt, selon qu'il s'agit des compagnies dites "privées" ou des compagnies dites "publiques". Autrement, les taux sont les mêmes.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial peut-il indiquer quelles formes d'impôt existent dans le Territoire? Peut-être a-t-il déjà répondu à une question de ce genre dans le passé. Hier, le représentant de l'Inde s'est excusé d'avoir posé un grand nombre de questions, parce que nouveau venu au Conseil de tutelle. Je participe, moi aussi, pour la première fois aux travaux du Conseil et il se peut que les questions que je pose n'aient rien d'inédit. Quoi qu'il en soit, j'apprécierai fort que le Représentant spécial réponde à ma question, dans la mesure du possible.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je le fais avec plaisir. Ce que je vais dire répondra, en fait, à la question précédente du représentant de l'URSS. Voici un aperçu des prévisions budgétaires pour 1958-1959 en ce qui concerne les rubriques principales. Il s'agit partout de livres.

Droits à l'importation : 6.770.000; accises : 2.090.000.

J'ai déjà évoqué le très faible montant (25.000 livres) des droits à l'exportation sur les deux seuls produits qui en sont passibles : la cire d'abeilles, les cuirs et peaux. Le total des taxes douanières et des accises, principales sources de revenu du Territoire, est de 8.885.000 livres.

Viennent ensuite l'impôt sur le revenu, (4.227.000); l'impôt personnel, essentiellement payé par les Africains adultes (1.400.000). En fait, très peu d'Africains paient l'impôt sur le revenu.

M. Fletcher-Cooke (Représentant)  
spécial)

Je résume les autres taxes, moins importantes que les principales que je viens de mentionner. Les non-Africains paient une taxe d'enseignement, à laquelle les Africains ne sont pas soumis. Au titre de cette taxe d'enseignement, les Européens versent 109.500 livres, les Indiens 196.140, les Goans et les Asiens (autres que les Indiens) 17.000.

On trouve ensuite les droits de timbre (175.000) et une infinité de petites taxes, dont la plupart ne produisant pas plus de 20 à 30.000 livres. Je pense que le représentant de l'Union soviétique dispose ainsi de l'information qu'il souhaitait. Il va de soi que les recettes gouvernementales sont supérieures aux taxes que je viens d'énumérer. Elles comportent des revenus divers : fourniture d'électricité, vente des produits provenant d'exploitations agricoles propriété de l'Etat, etc. Je crois avoir couvert les principales sources de revenu tirées de l'impôt.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial des explications qu'il vient de me fournir.

Nous savons tous que, pour résoudre la question si importante de l'accèsion du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance; le rôle primordial revient à la possibilité de réaliser un certain niveau de développement économique et à l'existence d'une industrie nationale dotée d'usines et de fabriques. A cet égard, nous voudrions savoir quelles sont les mesures prises par l'Autorité administrante pour encourager la population autochtone à participer au développement de cette industrie.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, le Département du commerce et de l'industrie (qui est un service gouvernemental) est chargé d'encourager et de favoriser la participation et l'intérêt des Africains au développement industriel. Les détails sur ces activités figurent dans le rapport annuel de ce Département, document dont le Secrétariat dispose.

En outre, les fonds de prêts dont j'ai parlé tout à l'heure prévoient l'octroi de prêts à des Africains qui désirent s'établir dans les affaires ou le commerce. Actuellement, le nombre des personnes - je pourrais préciser, le nombre des candidats sérieux - qui ont adressé des demandes pour obtenir des prêts dépasse le montant des fonds disponibles. Il est donc à souhaiter que la situation financière du Territoire, en général, s'améliore de manière à ce que des fonds plus importants puissent être mis à la disposition de ceux qui demandent des prêts.

Il existe deux projets précis auxquels la population autochtone a été encouragée à participer; il s'agit de grandes entreprises; l'une de ces entreprises est la Makonde Water Corporation dont le capital est d'environ 750.000 livres, entièrement possédé par les Africains de la tribu des Makonde. L'autre entreprise est la Wabena Wattle Development Scheme, dans laquelle la totalité de la production des acacias - bien entendu, la production autre que celle de la Compagnie de développement colonial - est la propriété des autochtones de la tribu des Wabena; en ce moment, cette production alimente l'usine. Je ne puis rien ajouter d'autre à cet égard.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Comme je l'ai indiqué, d'assez nombreux Africains sont détournés des services gouvernementaux parce qu'ils sont attirés par les grandes entreprises industrielles et commerciales. Bien que nous regrettions beaucoup de ne pas pouvoir profiter de leur travail dans nos services gouvernementaux, nous avons la conviction, d'autre part, qu'ils contribuent d'une manière importante à l'évolution du Tanganyika en travaillant dans l'industrie et le commerce privés.

M. KURDYUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La lecture des documents soumis au Conseil, notamment du rapport de l'Autorité administrante pour 1957 et les déclarations faites ici par le Représentant spécial nous ont appris qu'il existe dans le Territoire un nombre considérable de compagnies et firmes nationales s'occupant d'exploitation diverses d'extraction minière. Le Représentant spécial peut-il nous dire comment ces compagnies vendent leur production? Opèrent-elles la vente directement elles-mêmes ou passent-elles par l'intermédiaire de sociétés commerciales spéciales ou de firmes de gros, comme c'est le cas, par exemple, pour les planteurs de café?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour la plupart, ces compagnies mettent elles-mêmes leurs produits en vente et prennent elles-mêmes des dispositions pour trouver des débouchés outre-mer. Cependant, il y a une exception importante, celle de la coopérative africaine pour l'exploitation du mica; cette société, composée de mineurs africains, vend sa production elle-même par l'intermédiaire de sa propre société coopérative.

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je poserai d'abord deux questions ayant trait aux chiffres du commerce pour 1958 et à leur signification au point de vue de l'économie du Territoire.

Le Représentant spécial nous a déjà dit que les chiffres afférents au commerce pour les neuf premiers mois de l'année 1958 semblent indiquer que des importations substantielles de biens d'équipement dans le Territoire est assez improbable. Voici ma première question : le Représentant spécial dispose-t-il de chiffres permettant de déterminer la mesure dans laquelle les importations de biens d'équipement ont diminué? Ma seconde question sera : étant donné que les prix sur le marché mondial d'un grand nombre de produits d'exportation du Territoire

M. Edmonds (Nouvelle-Zélande)

ont subi une baisse au cours des années récentes, étant donné aussi que le volume des exportations de certains produits tels que les graines oléagineuses et les noix ont diminué, mais que, d'autre part, le volume d'exportation de produits tels que le coton et le café a augmenté, je voudrais demander au Représentant spécial s'il pourrait me dire s'il existe des indices que la baisse des prix pour certains produits d'exportation du Tanganyika a eu une répercussion sur les producteurs eux-mêmes et si ces derniers, notamment les producteurs africains, montrent toujours la même disposition à produire ces biens aux fins d'exportation.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Pour ce qui est de la première partie de la question, il est, d'une façon générale, tout à fait évident que, le Tanganyika étant un pays en évolution, nous devrions nous attendre à ce que sa balance commerciale soit visiblement défavorable; car cette balance reflètera des importations considérables de biens d'équipement. Mais, comme je l'ai déjà dit, cela n'est pas le cas. Si nous entrons dans des précisions en ce qui concerne les produits qui peuvent être qualifiés de biens d'équipement, je suis à même de donner les chiffres suivants pour les neuf premiers mois des années 1957 et 1958. Je prendrai d'abord les métaux et les produits métalliques manufacturés, qui sont évidemment les plus importants parmi les biens d'équipement. Pour 1957, le chiffre des importations était de 2.480.000 livres, et, pour la même période en 1958, de 1.588.000 livres. La deuxième rubrique principale est celle des machines industrielles, commerciales et électriques; pour 1957, le chiffre des importations était de 2.758.000, et, pour 1958, de 2.214.000 livres; ici encore, nous constatons une baisse de plus d'un demi-million de livres. Telles sont les deux principales catégories de biens d'équipement pour lesquelles je possède des chiffres et qui décèlent un fléchissement très net en ce qui concerne les deux années examinées.

Quant à la seconde partie de la question du Représentant de la Nouvelle-Zélande, nous ne devons pas oublier que, pour assurer le passage d'une économie de subsistance à la culture de denrées commerciales effectuée par les Africains, il est nécessaire d'avoir un programme d'encouragement; ce programme existe depuis plusieurs années.



M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Je me rappelle avoir donné des chiffres lors de la dernière session du Conseil. Le chiffre dont je disposais alors pour la valeur des exportations de base du Tanganyika, en 1957, était 60 pour 100. Il y avait 60 pour 100 de la valeur des exportations de produits de base dont la culture, la manutention et la vente étaient entre les mains des Africains. J'ajoute que ce renseignement peut permettre d'accorder leur juste valeur aux sous-entendus de certaines des questions du représentant de l'Union soviétique, qui semble avoir laissé entendre que tout le commerce d'exportation était dominé par des intérêts étrangers. Tel n'est pas le cas, puisque près des deux tiers de ce commerce se trouvent aux mains des Africains, en particulier l'exportation du café et du coton.

Quant à la baisse de la production du café et du coton, je crois qu'il est encore un peu tôt pour affirmer que les Africains diminuent l'effort productif. Il y a toujours un certain battement; d'une part, la commercialisation se fait surtout par les coopératives, qui ne savent pas exactement ce qu'elles vont recevoir à titre de bénéfices avant d'avoir procédé à la distribution des dividendes à la fin de l'année. Les cultivateurs reçoivent un paiement au moment de la production et un solde à la fin de la transaction, lorsque les comptes des sociétés coopératives ont été arrêtés. Ainsi, tous les producteurs africains n'ont peut-être pas encore compris que les cours sur le marché mondial des produits tanganyikais avaient baissé. J'imagine que, si la situation se prolonge, on constatera une baisse de la production tandis que, si les prix se rétablissent dans un délai raisonnable, dans un an, par exemple, la production ne diminuera pas car un certain élan a été donné et la chute des prix ne se fait sentir qu'après un certain temps.

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais savoir également si les difficultés financières que rencontre actuellement le Territoire ont été ou sont la cause des modifications intervenues dans le plan quinquennal de développement. Peut-être la question est-elle encore à l'étude et la décision finale n'interviendra-t-elle pas avant que la Banque internationale ait fait son rapport.

M. Edmonds (Nouvelle-Zélande)

A ce propos, je voudrais savoir si l'augmentation de 7,5 pour 100 par an de la production que le Gouvernement espérait l'année dernière est devenue réalité. De toute façon, dispose-t-on de chiffres à cet égard?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je compléterai d'abord ma dernière réponse. Le Gouvernement du Tanganyika désire encourager les producteurs africains à concentrer leurs efforts sur la production de produits de qualité. Peut-être pourrai-je vous donner une idée de cette action en citant un bref passage d'une déclaration faite par le Gouverneur au Conseil législatif en octobre dernier. Il avait dit :

"Deuxièmement, je vous avertis que nous allons vers une période de surproduction mondiale qui ne pourra manquer d'affecter plusieurs cultures importantes du Territoire. Dans ces conditions, la concurrence s'accroîtra et les prix tendront à baisser. Par conséquent, si nous voulons garder nos marchés, nous devons reconnaître que la qualité est devenue plus importante que jamais. Je pense surtout au coton et au café, produits sur lesquels le Tanganyika compte de plus en plus pour assurer sa prospérité. Pour ces produits, comme d'ailleurs pour d'autres, il sera essentiel de maintenir notre réputation de qualité et de compenser l'affaiblissement des cours en nous efforçant d'augmenter le rendement de la production." (interprétation de séance)

J'en arrive à la question qui m'a été posée concernant le plan de développement. S'agissant du développement de l'enseignement et des services médicaux, une décision préliminaire est intervenue, je crois, en 1957, selon laquelle les plans quinquennaux devraient être étalés sur 7 ans au moins et, en fait, comme la situation financière, dans l'ensemble, s'est aggravée, il s'est avéré nécessaire de les étendre sur une période plus longue encore. En d'autres termes, les sommes dépensées chaque année pour l'exécution de ces plans et d'autres programmes sont inférieures aux prévisions initiales, établies lorsque les plans avaient été prévus pour cinq ans.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Quant à la dernière partie de la question du représentant de la Nouvelle-Zélande elle portait sur la possibilité d'augmenter la production nationale, dans la proportion de 7 pour 100. Je n'ai malheureusement pas les chiffres de 1958 sur moi mais, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, les données les plus récentes des services de statistique - il s'agit d'ailleurs de prévisions, puisque le rapport de ces services pour 1957-58 sera publié au début de l'année en cours - font ressortir qu'entre 1954 et 1957, la production brute avait augmenté de 10 à 15 pour 100 environ. Je ne crois pas qu'il soit possible de maintenir ce rythme mais j'espère que, étant donné que les exportations ont augmenté en volume, la production effective du Tanganyika sera maintenue à un niveau de 7 pour 100, peut-être même un peu plus.

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation admire le courage avec lequel l'Autorité administrante s'efforce d'aborder le problème de la propriété foncière. Nous reconnaissons également la discrétion qu'elle met à traiter une question généralement très délicate dans tous les Territoires sous tutelle, car elle affecte l'ensemble de l'ordre social à la base. Le Représentant spécial pourrait-il cependant nous dire si l'on accepte dans le Territoire l'idée qu'il devrait exister dans une certaine mesure des propriétés individuelles, et quelle proportion du Tanganyika serait affectée par une telle mesure? Si j'ai bonne mémoire, il nous a déclaré que cette politique, encore provisoire, visait à ce que la propriété individuelle puisse être établie, lorsque les conditions nécessaires auront été créées et lorsque le désir s'en fera sentir dans le Territoire. Bien entendu, il est encore trop tôt pour préciser ces conditions préalables, mais ne pourrions-nous avoir une idée de la superficie du Territoire qu'une telle modification affecterait?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de m'entendre poser cette question, qui me donne l'occasion de préciser que, même s'il y avait des réactions unanimes et immédiates en faveur de cette idée dans tous les secteurs de l'opinion africaine - et j'ai dit que ce n'était pas le cas - le Gouvernement aurait encore à faire face à des problèmes d'ordre administratif considérables. Avant de pouvoir faire bénéficier les

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Africains de titres de propriété dûment enregistrés au cadastre, il faudra faire le relevé des terres, s'assurer de l'identité véritable des ayants-droit, déterminer les contestations possibles, tenir compte de questions telles que les servitudes, les droits riverains, et en général tous les droits afférents à la propriété. Ces enquêtes exigeront un personnel qui n'existe pas dans le Territoire, et pour lequel les fonds n'existent pas non plus à l'heure actuelle.

M. Fletcher-Cooke (Représentant  
spécial)

Je puis donc affirmer que si cette politique est dans une grande mesure acceptée, un temps considérable sera néanmoins nécessaire pour l'élaborer et la mettre en oeuvre à moins que des fonds provenant de sources extérieures ne permette l'accélération de l'exécution du projet. De manière plus précise, il y a trois régions, dont je ne voudrais pas estimer l'étendue, qui semblent prêtes et nous avons tout lieu de croire que c'est de ces régions que viendraient les premières demandes si ces mesures législatives passent à l'état de lois. Je veux parler de la région du Chaggaland, de celle du Kilimanjaro, de la région qui entoure Bokoba, dans la Province du lac, du district de Rungwe autour de Tukuyu, dans la Province des hautes-terres méridionales. Dans ces trois régions, la condition préalable, c'est-à-dire la stabilité de la propriété, semble exister et c'est d'elles que l'on peut s'attendre à recevoir les premières demandes. Mais ce processus demandera beaucoup de temps, même si nous devons, ce qui pourrait devenir nécessaire, nous contenter de relevés moins précis de ces régions que ceux que nous exécutons normalement concernant les terres au Tanganyika. Sinon, le processus demanderait un temps anormalement long.

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : En examinant les comptes rendus des réunions du Conseil, je remarque qu'à plusieurs reprises divers représentants ont exprimé l'avis que la situation actuelle du commerce et des affaires dans le Territoire était peu satisfaisante à certains égards, principalement du fait que le commerce de distribution est essentiellement aux mains de la communauté asiatique. C'est là une question qui a soulevé l'intérêt du Conseil à diverses époques et il a été suggéré que les coopératives de consommation soient encouragées et, en fait, l'Autorité administrante les a encouragées.

Je voudrais demander au Représentant spécial s'il existe au sein de la communauté africaine un sentiment général de jalousie quant à la manière dont la communauté asiatique semble en pratique disposer du monopole de certains commerces et s'il y a quelque évolution montrant que les Africains commencent à jouer un rôle plus important dans ce secteur de l'économie du Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Pour traiter de l'aspect général de la question, je dirai que nombre d'Africains du Tanganyika estiment qu'il conviendrait d'accroître actuellement la part d'ailleurs très petite qu'ils occupent dans le commerce de détail de leur pays. Mais, au moment présent, ce n'est là, semble-t-il, guère plus qu'un sentiment en ce sens que très peu d'Africains ont révélé leurs aptitudes dans ce domaine. Ce n'est pas nécessairement de leur faute étant donné que la communauté qui détient en grande partie le commerce de détail a des siècles et des générations d'expérience et qu'il est très difficile à un nouveau venu de s'établir dans ce domaine. Cependant, à Chaggaland, pour le citer à nouveau, la très grande majorité des boutiques de commerce de détail appartiennent à des Africains.

En second lieu, j'ai parlé de l'augmentation, modeste certes, du nombre de sociétés coopératives de consommation qui augmente d'année en année, lesquelles s'avèrent viables. Dans le rapport de 1957 du Département du commerce et de l'industrie, cette question est traitée de la manière suivante :

"On compte dans le Territoire 34.000 détaillants africains environ dont beaucoup possèdent des actions dont la valeur ne dépasse pas 300 shillings et qui ne tirent à peu près aucun bénéfice de cette entreprise. Ces magasins sont souvent une simple annexe d'une propriété agricole. Le nombre de magasins bien gérés est malheureusement petit."

"Comme je l'ai déjà dit, les capitaux existent grâce aux fonds de prêts dans les cas approuvés afin de permettre aux Africains de s'établir et de fonder de petites entreprises commerciales, mais je reconnais avec le représentant de la Nouvelle-Zélande qu'il y a beaucoup à faire dans ce domaine et que le gouvernement pourrait probablement faire plus si, en fait, les Africains étaient prêts, lorsqu'il en ont la possibilité, à gérer leur commerce aussi efficacement que leurs concurrents asiatiques. Tel n'est malheureusement pas le cas, comme le rapport l'indique."

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à féliciter le Gouvernement du Tanganyika pour la clairvoyance dont il a fait preuve en achetant 30 pour 100 des actions de la Williamson Diamond Mines. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner quelque indication quant à l'importance du prêt qui a permis l'achat de ces actions?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, les dispositions prévoient que le prêt sera remboursé à raison des deux tiers sur les profits que le gouvernement recevrait normalement en sa qualité d'actionnaire des mines, c'est-à-dire que jusqu'à ce que le prêt ait été totalement remboursé, les deux tiers des bénéfices qui iraient au gouvernement serviront à l'amortissement du prêt, tandis que l'autre tiers ira dans la caisse du Trésor. Une fois le prêt remboursé, la totalité des bénéfices revenant au gouvernement sur ces actions ira, bien entendu, grossir le budget de ses recettes. Il est impossible d'indiquer ce que sera l'avenir de la mine du point de vue de ses profits, mais au cours des discussions on a conclu ces arrangements dans l'espoir et la conviction que, sauf imprévu, le prêt pourra être remboursé en huit ans environ.

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Dans les renseignements complémentaires soumis par l'Autorité administrante (T/1428), je trouve une déclaration aux termes de laquelle un nouveau système d'immersion volontaire du bétail a été appliqué. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si ce système s'avère susceptible de donner de bons résultats? Est-il acceptable pour la population?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander au représentant de la Nouvelle-Zélande de me dire où figure cette observation que j'aurais faite?

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'ai trouvé cette déclaration à la page 9 du document T/1428, sous le titre "Services vétérinaires".

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Voici l'historique du problème : les autorités vétérinaires ont estimé que l'immersion obligatoire du bétail, dans les régions où la fièvre de la côte orientale sévit, constitue la seule mesure efficace contre un retour des épidémies. Cependant, ainsi que les membres du Conseil l'ont appris en lisant la documentation ainsi qu'en prenant connaissance des renseignements fournis au cours de la dernière session, un certain nombre d'éleveurs se sont opposés à l'immersion obligatoire. Ils ont prétendu que la nécessité de conduire à intervalles réguliers leur bétail aux lieux où se pratique l'immersion leur prenait beaucoup de temps. Dans certaines régions - par exemple, à Iringa - le plan d'immersion obligatoire a fait faillite et la majorité des éleveurs ont refusé d'obéir, à cet égard, aux règles promulguées.

Le gouvernement, tout en déplorant cette attitude et en persistant à croire que l'immersion de tous les troupeaux représente le seul moyen de lutter contre la maladie, a admis - comme mesure de pis aller - que l'immersion n'ait lieu que selon un système de volontariat. Si ce système n'est sans doute pas de nature à prévenir le retour d'épidémies de fièvre, il est certain que les éleveurs qui auront volontairement procédé à l'immersion de leurs troupeaux seront moins touchés que les autres. L'opposition manifestée par les éleveurs a été si vigoureuse que nous nous sommes vus contraints d'adopter cette politique. Nous espérons que si la situation correspond aux prévisions dont je viens de faire état et s'il s'avère que l'immersion volontaire préserve réellement les troupeaux, cette pratique s'étendra au point de devenir universelle, tout en restant volontaire.

M. EDMONDS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial pourrait-il enfin me dire combien de prêts ont actuellement été consentis par la Banque foncière à des Africains.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas avoir ces chiffres sous la main, mais je sais qu'un grand nombre d'Africains a profité de prêts de la Banque foncière. Les seuls éléments pris en considération pour l'octroi d'un prêt sont la solvabilité du candidat, son crédit et sa capacité de faire bon usage du prêt. Il n'est tenu aucun compte de sa race.



Mlle TENZER (Belgique) : Les questions qui ont été posées au Représentant spécial et les réponses extrêmement détaillées qu'il a données réduisent considérablement le nombre des questions que je voulais moi-même poser. Il ne m'en reste que deux, qui portent plutôt sur des points de clarification. La première concerne l'épargne. A la page 23 du rapport pour 1957, il semble ressortir du petit tableau que nous trouvons que le nombre d'épargnants a augmenté d'une manière assez sensible en 1957 par rapport à 1956, mais que par contre le nombre des montants déposés a diminué. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner déjà quelques chiffres relatifs aux premiers mois de 1958, qui nous indiqueraient la tendance? En outre, le chiffre que nous avons pour 1957 et qui indique une diminution des montants est-il à mettre en relation avec la diminution des revenus provenant de l'exportation de certaines matières premières?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les chiffres donnés ici se rapportent à la caisse d'épargne des PTT. Ils vont jusqu'au 31 octobre 1958 et ce sont les chiffres les plus récents dont nous disposons. Il y a eu un peu plus de 2.100.000 dépôts, répartis sur 107.258 détenteurs de livrets de caisse d'épargne. Ainsi, la tendance qui s'était manifestée auparavant s'est affirmée, à savoir qu'il y a une augmentation du nombre d'épargnants mais une diminution de l'importance des dépôts.

Si l'on cherche les raisons de cette tendance, on peut en relever plusieurs. Tout d'abord, la croissance des sociétés coopératives a fourni une source de fonds à un certain nombre de personnes qui, autrefois, se servaient - ou auraient pu se servir - de la caisse d'épargne des PTT. Ensuite, l'une des entreprises les plus réussies du Tanganyika actuel est la première société permanente de construction qui donne aux petits épargnants - et un grand nombre d'Africains ont placé leurs petites économies dans cette société - un intérêt plus avantageux que celui que sert la caisse d'épargne.

La situation de la caisse d'épargne préoccupe passablement les autorités. C'est pourquoi une loi a été promulguée, qui exempte de l'impôt sur le revenu les intérêts des sommes déposées à la caisse d'épargne des PTT. Cette mesure a pour but d'encourager les épargnants à déposer leurs économies à la caisse d'épargne,

et elle vise tout spécialement ceux qui ont placé déjà leurs économies dans d'autres entreprises, par exemple dans la Société des bâtiments ou dans une société coopérative.

Je dirai donc que, de façon générale, la caisse d'épargne ne désire pas faire concurrence aux autres organismes pour ce qui est des dépôts, mais qu'elle a estimé devoir servir les intérêts des très petits épargnants. Le fait que le nombre des petits épargnants a passé de 99.000 en 1957 à 107.000 en 1958 montre bien que ce sont eux qui placent leurs économies à la caisse d'épargne, les autres épargnants - c'est-à-dire ceux qui suivent d'un peu plus près le problème des intérêts qu'ils peuvent tirer de leurs placements - préférant mettre leurs économies dans les coopératives ou dans la Société de bâtiment.

Il serait trop tôt pour en tirer la conclusion que les chiffres donnés ici marquent une diminution du revenu des producteurs de produits de base. L'explication de ce fléchissement doit être cherchée ailleurs.

Mlle TENZER (Belgique) : Je remercie le Représentant spécial pour les explications qu'il vient de donner et je constate avec satisfaction que le nombre de petits épargnants s'accroît au Tanganyika.

Voici ma deuxième question, qui concerne la diminution des importations, et notamment des importations de produits textiles, pour l'année 1958. Je me demande si cette diminution peut être mise en parallèle avec les informations qui nous sont données à la page 6 du document T/1428, contenant les renseignements complémentaires soumis par l'Autorité administrante. On lit, dans ce document, que le nouveau tarif douanier, "qui prévoit une augmentation des droits de douane sur les vêtements et tissus importés, a déjà eu pour effet de stimuler la création d'une industrie textile au Tanganyika". Faut-il admettre que la diminution des importations représente déjà un résultat de cette mesure?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
Ainsi que les membres du Conseil le savent déjà, des discussions se sont déroulées entre le Gouvernement du Tanganyika et les entrepreneurs éventuels des usines textiles; ces discussions durent depuis quelque temps déjà, mais nous sommes arrivés à un moment où il est devenu évident que si les droits de douanes sur les textiles ne sont pas élevés, les usines de textiles ne seront pas prêtes à donner suite à leurs projets.

Les droits ont donc été augmentés à partir du 1er juillet 1958, mais comme à ce moment-là les usines ne seront pas encore construites et que rien n'en sortira, nous avons espéré que nous tirerions quelques bénéfices des droits qui, en définitive, devront avoir un caractère de protection, dans l'espoir que les textiles locaux seront meilleur marché. Pour le moment, ces usines n'existent pas mais nous avons pensé que nous pourrions utiliser ces sommes pour les services sociaux. Donc les droits ont été fixés à ce niveau; les détaillants et les grossistes, comme je l'ai déjà dit, avaient des stocks considérables de textiles qu'ils ont pu répartir sans les remplacer en passant des commandes à l'étranger.

Il est donc exact, je crois, de dire que la diminution des importations de tissus à la pièce est due en grande partie à l'augmentation des droits de douanes et, jusqu'à un certain point également, au fait que ces derniers mois, pendant le deuxième semestre de 1957, il y a eu moins d'argent entre les mains des Africains intéressés au premier chef, en raison de la baisse du prix des produits qu'ils mettent en vente.

La séance est levée à 12 h. 55.